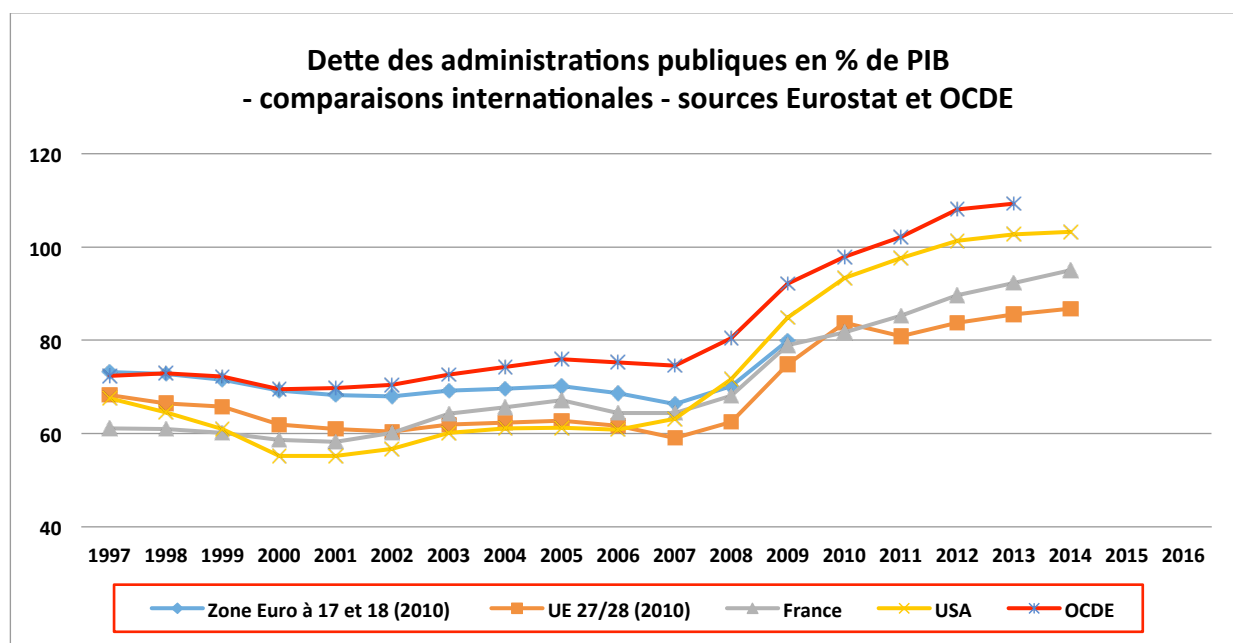


L'augmentation des dettes publiques des Etats de l'Union Européenne

I. Un phénomène mondial...

L'augmentation de la dette publique des pays développés est un phénomène mondial. Selon les normes OCDE et européennes, elle s'analyse comme l'ensemble des dettes des administrations publiques : Etats fédéraux et fédérés, entités régionales et locales et administrations sociales.



La tendance est générale aux pays de l'OCDE et même supérieure à l'ensemble européen :

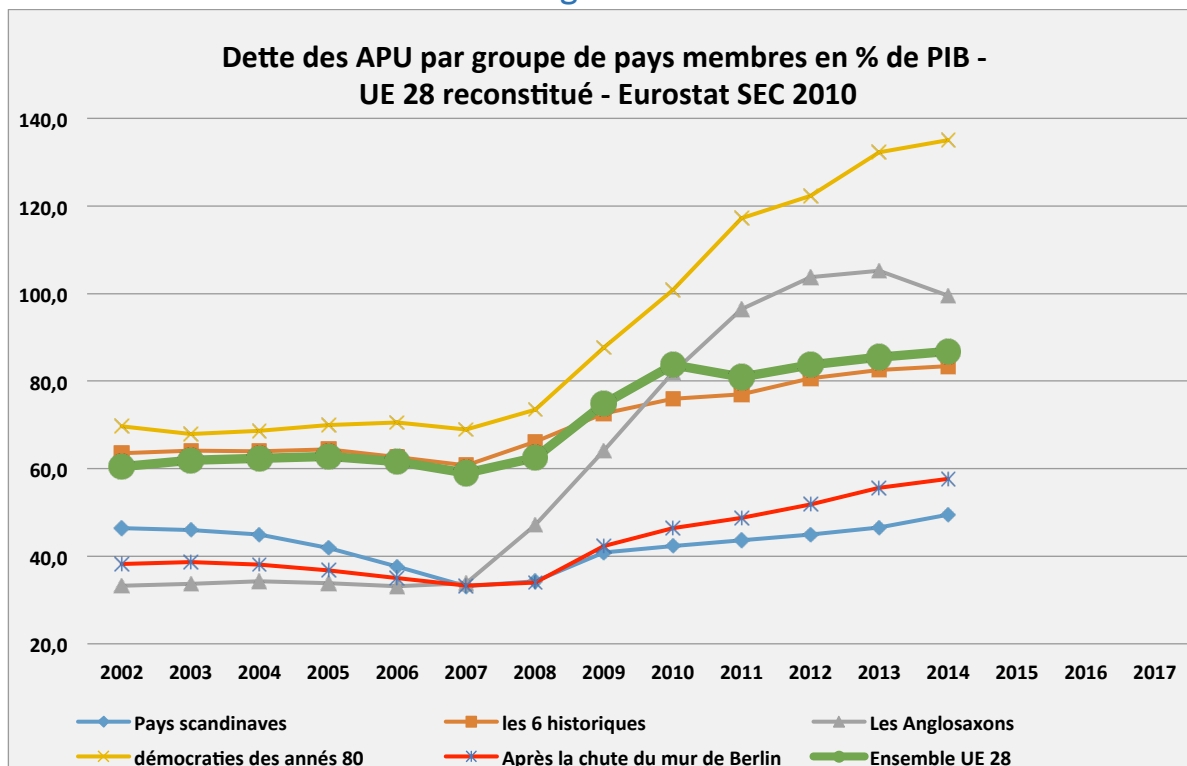
- c'est notamment le cas des Etats-Unis, l'US dollar procurant une rente qui permet à ce pays de financer les déficits publics en empruntant à l'étranger ;
- au Japon, la dette publique atteint le niveau le plus élevé du monde : près de 230% du produit intérieur brut (PIB). Mais l'économie japonaise fonctionne en circuit fermé, la dette publique est détenue essentiellement par les nationaux ; elle est réinvestie dans le financement de l'économie du pays.

C'est la crise financière de 2007/2008 qui a engendré la rapide augmentation des dettes souveraines. Partie de la crise des sub-primes, elle s'est propagée à l'ensemble du système bancaire dont le risque de paralysie par manque de liquidités a contraint les Etats à intervenir. Ceux-ci se sont donc endettés à la fois pour recapitaliser les banques et pour financer les plans de relances nationaux destinés à lutter contre la récession économique consécutive à cette crise financière.

II. ...et européen.

En fin 2014, la dette des 28 Etats membres se porte à 12 000 milliards d'euros, soit 86,6 % du PIB. Celle de la zone euro équivaut quant à elle à 92,1 % du PIB. Entre 2013 et 2014, l'endettement a augmenté de 1,3 point dans toute l'UE, et de 1 point dans la zone euro.

A. Diversité et convergence



Individuellement, deux pays affichaient avant la crise de 2007 un niveau de dette publique équivalant à une année de production de richesse : la Grèce (103 % du PIB), de l'Italie (97%). Ils sont six en fin 2014 : la Grèce (177%), l'Italie (132%), le Portugal (131,4 %), l'Irlande (114,8 %), la Belgique (108,2 %) et Chypre (104,7 %).

A l'inverse, 12 Etats membres sur 28 demeurent sous le seuil de vigilance de 60 % du PIB, fixé par le Pacte de stabilité et de croissance. Les niveaux de dette publique les plus bas se trouvent en Estonie (10,5 %), au Luxembourg (22,9 %), en Bulgarie (23,6 %) et en Roumanie (38,1 %). Ils étaient 19 en 2007.

Les niveaux d'endettement sont très variés au sein de l'UE, mais ils ont tendance à converger (exception faite de la Grèce), ce qui est un signe de l'effet de la politique financière issue du pacte de stabilité et de croissance. Si l'on regroupe les 28 pays selon leur géographie et leur date d'intégration à l'UE, on observe cependant des tendances variées.

- L'évolution de la dette des « six historiques » (signataires du traité de Rome) est proche de la moyenne de l'UE. A elles seules, l'Allemagne, l'Italie et la France regroupent plus de 50 % des dettes européennes. La crise financière a été particulièrement aigüe dans les « pays anglo-saxons » (Royaume-Uni et Irlande) et dans les « démocraties des années 80 » (Espagne, Portugal et Grèce), au point d'entraîner la mise en place de mécanismes de solidarité pour ces quatre derniers pays¹. La dette britannique qui vient de dépasser en volume la française, est la troisième européenne (après l'Allemagne et l'Italie) et continue d'augmenter à un rythme rapide (+14,5 % en un an).
- A l'inverse les « pays scandinaves » ont un niveau de dette proche de 50% du PIB, nettement inférieur au seuil de vigilance de 60%. Après avoir augmenté durant la crise financière, il a rejoint le niveau de 2001. De même, parmi les pays qui ont rejoint l'UE

¹ Voir fiche sur l'Europe face à la crise des dettes souveraines

après la chute du mur de Berlin, la dette publique des anciens pays de l'Est est peu élevée.

B. L'impact décalé de la crise financière

Les données publiées pour 2014 font apparaître deux phénomènes : la hausse quasi générale de l'endettement public et la baisse, quasi générale également, des déficits publics au sein de l'Union européenne.

Les plus fortes hausses du ratio ont été observées en Slovénie (+16,8 points), en Croatie (+7,3 points) ainsi qu'en Bulgarie (+6,6 points). Les baisses les plus marquées se situent en Irlande (-9,4 points), à la faveur de sa forte reprise économique, en Pologne (-8,0 points) et au Luxembourg (-5,0 point).

Presque partout en Europe, le déficit public diminue mais la dette continue d'augmenter. En période de faible croissance (+ 1,4 % en 2014 pour l'Union européenne ; 0,9 % pour la zone euro), les efforts de maîtrise des finances publiques ne permettent pas encore aux pays membres de dégager des excédents primaires (avant paiement des intérêts de la dette) suffisants pour inverser l'effet « boule de neige » lié à l'accumulation excessive des stocks de dette.

Franc-Gilbert Banquey

29 août 2015